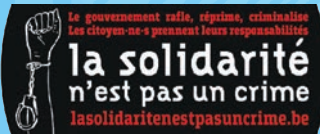


Colloque organisé par
Progress Lawyers Network
et le GREPEC (Université Saint-Louis)



GREPEC
GROUPE DE RECHERCHE
EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE
UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS

avec le soutien de



Agir par la Culture



Frais de participation

AVOCATS, MAGISTRATS: 100€
(comprenant pause café, lunch et casque de traduction)

AVOCATS-STAGIAIRES: 40€
(comprenant pause café, lunch et casque de traduction)

AUTRES: 40€
(comprenant pause café, lunch et casque de traduction)

ÉTUDIANTS, SANS EMPLOI: gratuit
(sans lunch ni casque de traduction)
+ casque de traduction: 7€ / + lunch: 7€

Inscription

Inscription en ligne sur progresslawevents.net
avant le 26 mars 2019.

L'inscription n'est définitive qu'après réception
du paiement sur le compte de l'ASBL Dereac
BE80 6300 6766 9077 (BIC: BBRUBEBB)

avec la communication:
« Colloque 2019 + votre nom (+ votre organisation) »

L'annulation et le remboursement des frais de participation
sont possibles jusqu'au 15 mars 2019.

En cas de question, prenez contact
avec info@progresslaw.net

Lieu

Université Saint-Louis, Auditoire OM10
Rue de l'Ommegang 6, 1000 Bruxelles

Langue

Une traduction simultanée FR/NL et NL/FR sera assurée.

Formation permanente

Le colloque est agréé par l'OBFG et par l'OVB
à hauteur de 6 points de formation permanente.

Une demande d'agrément a été introduite auprès de l'IFJ.

colloque
29 mars 2019

Université Saint-Louis
Auditoire OM10

Rue de l'Ommegang 6
1000 Bruxelles

Politique des poursuites ou poursuites politiques?

L'EXEMPLE DU TRAFIC
D'ÊTRES HUMAINS



La « lutte contre les passeurs » est régulièrement mise en avant comme un enjeu central des politiques migratoires nationales et européennes. La reprise en chœur de ce leitmotiv par les discours institutionnels et médiatiques entraîne un rapprochement ambigu entre migration et criminalité, et ne permet pas de saisir la complexité du phénomène.

Une telle approche ignore des questions importantes comme le lien entre les politiques de fermeture des frontières et le trafic d'êtres humains, la place accordée aux victimes, ou encore les moyens mis à disposition de la police pour s'attaquer aux structures criminelles et ceux qui ciblent les migrants eux-mêmes.

À l'occasion de ce colloque, nous souhaitons bousculer les idées reçues en la matière en nous penchant sur la politique des poursuites en matière de trafic d'êtres humains.

Où et comment ces poursuites sont-elles décidées? Quelles sont leurs finalités? Que nous disent les lois belges et européennes? Qu'en est-il de la place réelle des victimes de ces infractions? Comment éviter que la répression du trafic d'êtres humains soit utilisée pour criminaliser les personnes migrantes ou les citoyens solidaires?

Pour répondre à ces questions, nous accueillons des spécialistes belges de la question, issus du monde académique et de la pratique judiciaire. Nous laisserons également la parole à des praticiens et à des personnes directement visées par des poursuites en Belgique, en France et en Italie.

9:00 – Accueil

9:30 – Session 1

Politique des poursuites et cadre normatif

INTRODUCTION

Charlotte Vandycke,
directrice de *Vluchtelingenwerk Vlaanderen*

POLITIQUE CRIMINELLE, POLITIQUE DES POURSUITES,
COMMENT S'Y RETROUVER?

Christine Guillain,
professeure à l'*Université Saint-Louis* et responsable
du *GREPEC* (Groupe de recherche en matière pénale
et criminelle)

L'INCRIMINATION DU TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS:
CADRE LÉGAL NATIONAL ET EUROPÉEN

Benoit Dhondt,
avocat en droit des migrations à *Antigone Advocaten*
et assistant à la *Migration Law Clinic (UGent)*

QUESTIONS-RÉPONSES

Pause café

LA POLITIQUE DES POURSUITES EN MATIÈRE
DE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS EN BELGIQUE:
LE POINT DE VUE DE L'AUDITORAT

Christian Gaber,
auditeur du travail de Liège

QUELLE PLACE POUR LES VICTIMES DE TRAFIC?
ENTRE DISCOURS POLITIQUES ET TRAITEMENT JUDICIAIRE
Diletta Tatti,
assistante-chercheuse à l'*Université Saint-Louis*
et membre du *GREPEC*

QUESTIONS-RÉPONSES

12:15 – Pause déjeuner

13:15 – Session 2

Poursuites politiques? Exemples de procès en Europe

INTRODUCTION

Sarah Sajn,
membre de *Solidarity is not a crime* et de *Solidarity Watch*

L'INFRACTION D'INTRUSION DANS LES ZONES PORTUAIRES:
LE DROIT PÉNAL COMME OUTIL DE POLITIQUE MIGRATOIRE

Sylvie Micholt,
avocate au barreau de Bruges

ITALIE: LA POLITIQUE DES POURSUITES À TRAVERS
LE CAS DU PROCUREUR DE CATANE

Laura Martinelli,
avocate au barreau de Turin

QUESTIONS-RÉPONSES

Pause café

FRANCE: LE PROCÈS DES « SEPT DE BRIANÇON »
OU LA CRIMINALISATION DE LA SOLIDARITÉ

Agnès Antoine,
membre du pôle juridique de *Tous Migrants*
et du *Comité de soutien aux « 3 + 4 de Briançon »*

BELGIQUE: LE PROCÈS DE LA SOLIDARITÉ

Zakia Siouda,
inculpée,
et **Robin Bronlet**,
avocat *Progress Lawyers Network*

CONCLUSIONS

Alexis Deswaef,
avocat et administrateur de la *Plateforme citoyenne
de soutien aux réfugiés*

et **Joke Callewaert**,
avocate *Progress Lawyers Network*

QUESTIONS-RÉPONSES

16:30 – Fin du colloque